



**ASSOCIATION DES PEUPLES AUTOCHTONES DES PAYS DE L'UPOUALA**  
 Rue des Nations Unies, 1<sup>er</sup> étage  
 BP 10000 Brazzaville  
 Téléphone : +243 79 88 88 88  
 Email : association@peuplesautochtones.org

**PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ**  
**COALITION CONGOLAISE**



Droit de l'homme, état de droit  
**FGDH**  
 Gouvernance responsable

**CACO-REDD+**  
 Cadre de concertation des organisations de la société civile et des populations autochtones sur la REDD+



**RAPPORT DE L'ATELIER DE REFLEXION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CDN ELARGIT SUR LA GOUVERNANCE FORESTIERE, CLIMATIQUE ET FONCIERE. 07 MAI 2021 A BRAZZAVILLE**



Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et la Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.



## Table des matières

<b>1. Contexte</b> .....	<b>3</b>
<b>2. Le déroulement de l'atelier</b> .....	<b>5</b>
<b>2.1. Mot de bienvenu</b> .....	<b>5</b>
<b>2.2. Bref aperçu sur la mise en œuvre de la lettre d'intention CAFI et attentes sur le suivi par les organisations de la société civile</b> .....	<b>5</b>
<b>2.3. Les notes sur le foncier et la contribution à la révision de la CDN</b> .....	<b>6</b>
<b>2.4. Présentation des nouveaux projets et leur synergie avec le projet SNOIE</b> .....	<b>7</b>
<b>2.5. Réflexion par thématique à travers les travaux en groupe sur la contribution de la société civile à la COP 26 et la feuille de route annuelle sur le plaidoyer pour le suivi de la finalisation</b> .....	<b>7</b>
<b>3. Conclusion</b> .....	<b>10</b>
<b>4. Annexes</b> .....	<b>10</b>
<b>Communiqué final</b> .....	<b>11</b>
<b>Tdr</b> .....	<b>11</b>
<b>Termes de référence</b> .....	<b>11</b>



## 1. Contexte

La République du Congo avec son couvert forestier qui est estimé à près de 22.471.271 ha, soit 65% du territoire national, s'est engagée à travers l'accord de Paris sur le climat à œuvrer au développement durable par la promotion de l'économie verte et par la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers et en vue d'assurer la diversification et la croissance économique, de lutter contre la pauvreté et les changements climatiques.

Dans le souci d'élargir sa détermination, le pays s'est également engagé à travers la lettre d'intention dans le cadre de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) à établir un partenariat à long terme visant la réalisation du Plan d'Investissement de la Stratégie Nationale REDD+.

Dans le but de relever le niveau d'ambition de mesures d'atténuation et d'adaptation et en faisant la promotion du développement durable et de l'intégrité environnementale, la République du Congo a reçu en 2019 un appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour réviser la CDN. Grâce à ce financement, le pays a réuni un certain nombre des parties prenantes afin de participer à la révision dudit document. C'est dans ce contexte, qu'il a été constaté qu'une volonté manifeste de la société civile Congolaise a participé pleinement dans ce processus en contribuant aux discussions.

Dans la perspective de renforcer les contributions de la Société civile dans la révision de la CDN, l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) en partenariat avec la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) sous la facilitation du Forum pour la Gouvernance et des Droits de l'Homme (FGDH) avec l'appui technique de Fern, ont reçu un financement du Foreign Commonwealth & Development Office

3

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et la Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.



(FCDO) du gouvernement britannique grâce au projet Forest Governance, Markets and Climate Programme (FGMC) pour la mise en place d'un groupe chargé de réfléchir sur les synergies entre les organisations de la société civile congolaise œuvrant pour la bonne gouvernance forestière, foncière et climatique. Ce groupe a pour objectif de renforcer la participation de la société civile sur les sujets actualité notamment la révision et la mise en œuvre de la CDN contribution à l'amélioration de la gouvernance climatique, foncière et la préservation des forêts en République du Congo.

Dans l'optique de recueillir les contributions de la Société Civile Congolaise à la 26e Conférence des Parties des Nations unies sur le changement climatique (COP26) et la feuille de route conjointe sur le plaidoyer pour le suivi de la contribution déterminée au niveau national (CDN) de la République du Congo et les jalons pertinents de la lettre d'intention de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI), un atelier a été organisé le 07 mai 2021 dans la salle de réunion du Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF) à Brazzaville. Cet atelier a connu la participation des membres de la Plateforme pour la Gestion Durable des forêts (PGDF), du Cadre de Concertation des Organisations de la Société Civile et des Peuples Autochtones sur la REDD+ (CACO-REDD) ainsi que des observateurs représentant le CAFI et le World Resources Institute (WRI) ( Cf liste de présence en annexe) et avait pour objectif principal de renforcer la participation et les capacités de la société civile dans le processus de révision de CDN pour une meilleure gouvernance forestière, climatique et foncière en République du Congo.

Spécifiquement, il était question de :

- Créer la synergie entre organisations et plateformes à travers l'élargissement de la composition du groupe sur la CDN,
- Echanger avec les participants sur la CDN et les enjeux relatifs à la gouvernance climatique et l'intérêt de la synergie,



- Présenter les nouveaux projets (NICFI et FGMC 2) et leur synergie avec le projet SNOIE,
- Echanger sur la contribution de la société civile à la COP 26 et la feuille de route annuelle sur le plaidoyer pour le suivi de la finalisation et la mise en œuvre de la CDN ainsi que les autres processus en cours,
- Actualiser la feuille de route du groupe

## 2. Le déroulement de l'atelier

### 2.1. Mot de bienvenu

L'atelier a été ouvert par l'allocution du responsable de RPDH qui a montré aux participants l'importance d'avoir un espace de dialogue de la société civile face aux défis actuels en prenant pour exemple mobilisation de la société civile dans la l'aboutissement de la lettre d'intention. Toujours dans le contexte de son discours, Il a souligné que la Société Civile doit participer de la manière constructive à l'amélioration de la gouvernance climatique et la préservation des forêts en faisant de contribution pertinente en soulignant l'intérêt de la participation de la société civile dans le renforcement de la CDN, l'interaction entre les différents processus en cours avant d'atterrir sur les objectifs et résultats attendus dudit atelier tout en encourageant les participants à participer aux discussions.

Dans la poursuite du programme, il sied de signaler que le programme de l'atelier a été modifié à cause d'un conflit d'agenda survenu. Représentant du PNUD et le facilitateur FLEGT ne s'étant pas rendus sur le lieu, ont présenté leur excusé.

### 2.2. Bref aperçu sur la mise en œuvre de la lettre d'intention CAFI et attentes sur le suivi par les organisations de la société civile.

La présentation de la mise en œuvre de la lettre d'intention et attentes sur le suivi par les organisations de la société civile a été faite par la représentante de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) en République du Congo. Elle a consisté en la présentation des différents programmes misent en œuvre par l'Initiative pour la Forêt





de l'Afrique Centrale (CAFI) en République du Congo. Il en est ressorti de cette présentation que, l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) à travers son secrétariat appuie plusieurs programmes à travers les experts indépendants notamment la cartographie de l'ensemble des organisations de la Société Civile afin de créer un espace de dialogue des OSC autour des enjeux de la lettre d'intention. CAFI a soutenu la création d'un programme d'appui à la participation de la Société Civile ainsi que formulation des propositions par l'Institut européen des forêts (EFI) sur l'utilisation des terres pour identifier les besoins de plaidoyer afin d'influencer les processus.

En clôturant son exposé, la représentante de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) a laissé entendre que les conclusions des présents travaux seront transmises à EFI pour qu'il puisse en faire usage.

Dans les discussions, les participants ont ému souhaite de voir l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) d'impliquer la société civile et les autres parties prenantes dans les organes de gouvernance. L'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) a rassuré les experts que l'implication de la société civile faite partie des obligations de CAFI.

### **2.3. Les notes sur le foncier et la contribution à la révision de la CDN**

La présentation des notes sur la Contribution à la révision de la CDN et sur le foncier a été faite par une représentante de l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme. En ce qui concerne la contribution à la révision de la CDN, représentante de l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme a informé les participants sur les différents piliers qui composent cette note notamment la bonne gouvernance, l'atténuation, l'adaptation, le MRV (Monitoring, Reporting et vérification) ainsi que le pilier financement.



A cet effet, il a été noté pour les différents piliers la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes de façon inclusive ainsi que la prise en compte des questions genre pour le pilier gouvernance, la non pris en compte des plusieurs thématiques notamment les rôles des communautés dans l'adaptation au changement climatique, les moyens pour restaurer les écosystèmes, les érosions ainsi que les inondations pour le piler adaptation. La mobilisation des financements pour la mise en applications des mécanismes.

Il a été souligné la nécessité des Organisations de la société civile de spécialisées en fonction des thématiques que compose ladite note.

Pour la note le foncier, les participants ont été informé sur les possibilités de faire le plaidoyer envi d'adopter une loi sur le foncier d'ici 2023 par les autorités.

#### **2.4. Présentation des nouveaux projets et leur synergie avec le projet SNOIE**

En ce qui concerne la présentation de nouveaux projets financés par FCDO, le gouvernement norvégien et l'Union européenne notamment le NICFI, FGMC 2 et le PASGOF SNOIE, les participants ont été informés par le canal de leurs coordonnateurs respectifs des objectifs, résultats attendus, durée de mise en œuvre ainsi que des principaux partenaires techniques et financiers dans la mise en œuvre de ses projets et des différentes synergies qui peuvent être mises en place tout en contribuant à la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Volontaire dans le cadre du plan d'action FLEGT (Application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux).

#### **2.5. Réflexion par thématique à travers les travaux en groupe sur la contribution de la société civile à la COP 26 et la feuille de route annuelle sur le plaidoyer pour le suivi de la finalisation**

Pour la réflexion par thématique, les participants ont été conviés à se diviser en deux groupes. Au cours des travaux en groupe, deux thématiques ont été examinées.



### Travaux de groupe

Le premier groupe a travaillé sur la contribution de la société civile à la COP26.



Photo 1 : Membre du groupe 1

Le deuxième groupe a travaillé sur la feuille de route conjointe de plaidoyer pour le suivi de la CDN.



Photo 2 : Membre du groupe 2

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et la Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.





## Travaux de restitution

Au cours des travaux en groupe, il est ressorti :

Pour le groupe 1 qui a travaillé sur la contribution de la société civile à la COP26, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Garantir l'espace civique pour la participation de la société civile et des CLPA à la CDN à travers les réformes juridiques ;
- S'appropriier, comprendre et analyser, de façon urgente, les termes du contrat ERPA qui a été signé entre le gouvernement congolais et la Banque mondiale afin de développer un plaidoyer en lien avec l'équité sociale et le partage des bénéfices ;

Le groupe 2 travaillant sur la feuille de route conjointe sur le plaidoyer pour le suivi de la CDN a émis les recommandations suivantes :

- Contribuer à la validation de la CDN pour s'assurer de la prise en compte des notes de contributions qui ont été formulées précédemment ;
- Renforcer les capacités de suivi et de plaidoyer sur la CDN et la lettre d'intention CAFI ainsi que les thématiques « orphelines » ;

Au cours des restitutions des travaux de groupe, il est ressorti la nécessité d'organiser une réunion en vue de mieux analyser les enjeux et défis de la COP26 et d'identifier les jalons prioritaires de CAFI afin de mieux renforcer la participation de la société civile à la COP26 et à la mise en œuvre de la lettre d'intention CAFI ainsi que les contributions de la société civile à la COP 26.



### 3. Conclusion

En définitif, il sied de dire que l'atelier de réflexion a été une grande satisfaction pour les participants qui ont pris connaissance de plusieurs de différents points abordés notamment la lettre d'intention, les différentes présentés ainsi que les projets pour mieux comprendre le champ de plaidoyer et bien faire le plaidoyer.

### Annexes



**ASSOCIATION DES PEUPLES AUTOCHTONES DES PAYS DE L'HAUTVOLCAN**  
 Association des Peuples Autochtones des Pays de l'Hautvolcan  
 Siège social: 27 Ave. des Nations Unies  
 Kinshasa, République Démocratique du Congo  
 Téléphone: +243 81 84 84 84  
 Fax: +243 81 84 84 84  
 E-mail: association@peuplesautochtones.org  
 www.peuplesautochtones.org



Droit de l'homme, état de droit  
**FGDH**  
 Gouvernance responsable



## Communiqué final

Tdr

# Termes de référence

## Atelier de réflexion sur les synergies au sein de la société civile pour la gouvernance climatique

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et la Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.



7 mai 2021

## Contexte/justification

La République du Congo fait partie des pays ayant reçu un appui du Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour réviser sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) soumise lors de la Conférence de Paris sur le Climat en 2015.

12

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et la Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.





La Société Civile congolaise n'avait été que faiblement associée à l'élaboration de cette première CDN. Afin de renforcer la participation et les contributions des organisations de la société civile (OSC) au processus d'actualisation et rehaussement de ladite CDN, l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) en partenariat avec la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH), sous la facilitation de FGDH et avec l'appui technique de Fern, ont mis en place un groupe de réflexion de la société civile sur les CDN, dans le cadre du projet Forest Governance, Market and Climate Programme (FGMC) financé par le Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du gouvernement britannique et Intégrité dans les initiatives climatiques comme Redd+ appuyé par l'AFD.

Ce groupe inclusif et doté d'une expertise thématique multiple entend contribuer à l'amélioration de la gouvernance climatique à travers le suivi effectif du processus de mise en œuvre des CDN. A cet effet, le groupe d'experts a élaboré une feuille de route commune et publié une note de contribution de la société civile relatives à la CDN, en collaboration avec le Comptoir Juridique Junior (CJJ) et la Plateforme pour la Gestion Durable des Forêts (PGDF).

Compte tenu de la transversalité des questions climatiques, l'OCDH, RPDH et FGDH proposent d'élargir le groupe d'experts de suivi de la CDN dans le but de porter un plaidoyer inclusif sur le climat et d'autres thématiques connexes, notamment l'utilisation des terres et la gouvernance des ressources naturelles, en visant le renforcement de la transparence dans la gestion desdites ressources.

Le but visé par cette démarche est d'accroître les synergies entre OSC et plateformes de la société civile œuvrant sur ces questions, en particulier dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des jalons de la lettre d'intention de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI).

Le présent atelier entend approfondir la réflexion sur le renforcement des synergies au sein de la société civile en vue de mutualiser les efforts en faveur de la gouvernance forestière, climatique et foncière.

## Objectifs

Renforcer la participation et les capacités de la société civile à contribuer au processus de révision et de mise en œuvre des CDN pour une meilleure gouvernance climatique et des ressources naturelles en République du Congo.

**Objectif spécifique 1** : Faire le point sur les progrès relatifs à la mise en œuvre des CDN, de CAFI et de l'Accord de Partenariat Volontaire (APV) et les liens entre ces processus.

**Objectif spécifique 2** : Echanger sur l'intérêt de renforcer les synergies entre acteurs de la société civile intervenant dans le domaine de la gouvernance climatique et ceux intervenant dans la gouvernance des ressources naturelles pour le suivi des CDN et des jalons de CAFI.



**Objectif spécifique 3 :** Présenter les nouvelles initiatives et projets de la société civile sur la gouvernance climatique et forestière.

**Objectif spécifique 4 :** Echanger sur la participation de la société civile à la COP 26 et à la feuille de route annuelle sur le plaidoyer relatif à la révision et au suivi d des CDN.

## Résultats attendus

- **Résultat attendu 1 :** La question du renforcement des synergies entre OSC à travers l'élargissement de la composition du groupe d'experts sur les CDN est discutée.
- **Résultat attendu 2 :** Un point sur les enjeux relatifs à la gouvernance climatique, forestière et foncière et l'intérêt des synergies est effectué.
- **Résultat attendu 3 :** Les nouvelles initiatives et projets des OSC sont présentés et les synergies discutées.
- **Résultat attendu 4 :**
- La contribution de la société civile à la COP 26 et l'actualisation de la feuille de route annuelle sur les CDN sont débattues.

## Date et lieu

Mercredi 7 avril 2021, salle de réunion du Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF).

## Programme de travail

Heure	Activités	Responsables
8h 30 – 9h 00	Arrivée et enregistrement des participants	Tous les participants
9h 00 – 9h 10	Mot de bienvenue des organisateurs	OCDH/RPDH
9h 10 – 9h 20	Présentation des participants	Tous les participants
9h 20 – 9h 30	Processus de révision des CDN : Avancées et défis ?	Jean-Félix Lumière Issang, PNUD
9h 30 – 9h 40	Bref aperçu sur la mise en œuvre de la lettre d'intention de CAFI et attentes sur le suivi des organisations de la société civile	Amarys Preuss, Secrétariat CAFI
9h 40 – 9h 50	Point sur l'APV et synergies possibles avec l'action pour le climat	Symphorien Azantsa, Facilitateur FLEGT

14

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et la Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.



9h 50 – 10h 30	Les enjeux communs relatifs à la gouvernance forestière, foncière et climatique et l'intérêt de la synergie des organisations et plateformes de la société civile	Maixent Fortunin Agnimbat Emeka, facilitateur, FGDH
10h 30 – 11h 00	Présentation de la note sur le foncier et de la note de contribution à la révision des CDN	Nina Kiyindou, OGDH
11h 00 – 11h 15	Pause - Café	Tous les participants
11h 15 – 11h 30	Présentation des projets NICFI, FGMC 2 et du projet PASGOF-SNOIE et synergies possibles	Christian Mounzéo, RPDH / Barros Lilian, CJJ
11h 30 – 13h 00	Réflexion par thématique à travers les travaux en groupe : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réflexion sur les stratégies de synergie entre les processus CDN, CAFI et APV,</li> <li>➤ Réflexion sur les renforcements des synergies entre les acteurs de la société Civile en vue d'une participation plus efficace sur les questions de gouvernance forestière et foncière, la gouvernance climat, jalons CAFI et la gouvernance des ressources naturelles en générale.</li> <li>➤ Actualisation de la feuille route de plaidoyer et réflexion sur la participation de la société Civile à la COP26.</li> <li>➤</li> </ul>	Tous les participants
13h 00 – 14 h 00	Pause –Déjeuner	Tous les participants
14h 00 – 15h 00	Restitution des travaux en groupe	Tous les participants
15h 00 – 15h 15	Adoption du Communiqué final	Chargé de communication OGDH et animateur social
15h 15 – 15h 30	Synthèse de la journée	Chargé de communication OGDH et animateur social



15h 30 – 15h 45	Evaluation de la réunion	Tous les participants
15h 45 – 16h 00	Mot de fin de la réunion	OCDH/RPDH
16h 00	Fin de la réunion	

## Organisateurs

1. Nina Cynthia Kiyindou Yombo : Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH)
2. Germais Ayina : Chargé de communication OCDH
3. Christian Mounzéo : Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH)

## Participants

1. Bley Bemy, représentant Me Pongui Brice Séverin : Institut Cerveau Vert
2. Nazère Monzounguela : Observatoire Indépendant des Tourbières
3. Maixent Fortunin Agnimbat Emeka : Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme, Facilitateur (FGDH)
4. Phons Ntoubou : Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme (FGDH), Animateur social
5. Brice Mboua, représentant M. Laki Laka Lambert / Cadre de Concertation des organisations de la société civile pour la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et la Dégradation des forêts (CACO REDD)
6. Jasmin Bemba : Association des Populations Autochtones des Pays de Mpangala
7. Lilian Barros : Coordonnateur SNOIE / PGDF
8. Assen Clovin Bozir : AGODEC/Composante société civile ITIE
9. Arsène Guélélé Kitonono Kouéné : Action pour l'Environnement et la Solidarité Internationale (AESI)
10. Philisin Wandza : Plateforme Agricole Urgence Rurale
11. Gildas Obimbola : Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF)
12. Marie Julienne Longo : Réseau des Femmes pour le Développement Durable
13. Félicien Mavoungou : Publiez Ce Que Vous Payez
14. Guy Moussélé : Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM) Congo
15. Mpéla : Femme Energie
16. Kimpoutou Fabrice : Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH)

## Observateurs invités

1. Symphorien Azantsa : Facilitateur FLEGT
2. Téodyl Nkuintchua: World Resources Institute (WRI)
3. Amarys Preuss : Représentante du Secrétariat CAFI
4. Jean-Félix Lumière Issang : Représentant du PNUD





ASSOCIATION DES  
PEUPLES AUTOCHTONES  
DES PAYS DE L'HAUT-CONGO  
Association des Peuples Autochtones des Pays de l'Haut-Congo  
Boite postale 27, Au-Dessus-Bonville-Quartier  
Moussé, Kinshasa  
Rue de la République, Kinshasa  
Téléphone: 00253 81 71 00 00 / 00253 81 71 00 00  
Fax: 00253 81 71 00 00  
E-mail: [association@apeahc.org](mailto:association@apeahc.org)



Droit de l'homme, état de droit  
**FGDH**  
Gouvernance responsable



## Liste des participants

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et la Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.